

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**CONSEIL NATIONAL
DE LA TRANSITION**

**IV^E REPUBLIQUE
LEGISLATURE DE LA TRANSITION**

ORDRE DU JOUR
DE LA SESSION UNIQUE DU CONSEIL NATIONAL
DE LA TRANSITION 2014-2015

**Conférence des présidents du mardi 15 décembre 2015
(27^e Conférence des présidents)**

Adopté en séance plénière le 17 décembre 2015

N° d'ordre	Points de l'ordre du jour	N° de dossier	Commission saisie au fond	Commission saisie pour avis	Date de discussion en séance plénière
1	Ouverture de la session				Lundi 22 décembre 2014 à 16 heures
2	Projet de loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2015	01	COMFIB	CASDD CAESED CAIGDH	Lundi 29 décembre 2014 à 10 heures
3	Discussion sur la problématique de l'élaboration des propositions de loi par les députés de la transition	-	-	-	Jeudi 08 janvier 2015 à 09 heures
4	Projet de loi portant loi de finances rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2014	02	COMFIB	CASDD CAESED CAIGDH	Mercredi 14 janvier 2015 à 16 heures
5	Projet de loi organique portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la commission de réconciliation nationale et des réformes	03	CAIGDH	COMFIB CASDD CAESED	Vendredi 23 janvier 2015 à 16 heures
6	Projet de loi portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso	04	CAIGDH	COMFIB CASDD CAESED	Mardi 03 mars 2015 à 16 heures
7	Projet de loi portant modification de la loi n°014-2001/AN du 03 juillet 2001 portant code électoral	06	CAIGDH	COMFIB CASDD CAESED	Mardi 07 avril 2015 à 16 heures

08	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-009/PRES du 08 septembre 2014 portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt conclu le 20 mai 2014 à Kigali entre le Burkina Faso et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour le financement partiel du projet de route Kongoussi-Djibo tronçon 1 « Kongoussi-Yargo »	21	CAESED	CASDD	Mardi 05 mai 2015 à 16 heures
09	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-002/PRES du 13 mai 2014 portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°88/AP/LA/BIDC/EBID/01/2014 conclu le 10 janvier 2014 entre le Burkina Faso et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), pour le financement partiel du projet de réhabilitation de la route communautaire CU9 et facilitation du transport sur le corridor Lomé-Ouagadougou : tronçon Tenkodogo-Ouada (28 km) au Burkina Faso	19	CAESED	CASDD	
10	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-017/PRES du 20 octobre 2014 portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt ISTISNA'A n° 2UV0139 conclu le 19 février 2014 en Arabie Saoudite entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID), pour le financement du projet de construction et de bitumage de la route Dédougou-Tougan	27	CAESED	CASDD	

11	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-010/PRES du 08 septembre 2014 portant autorisation de ratification des Accords de prêt n°2013105/PR BF 2014 10 00 et n°2013106/PR BF 2014 10 bis 00, conclus le 27 mars 2014 à Yamoussoukro en République de Côte d'Ivoire entre le Burkina Faso et la Banque ouest africaine de développement (BOAD) pour le financement partiel du projet d'aménagement et de bitumage de la route nationale (RN21) Didyr-Toma-Tougan	18	CAESED	CASDD	Mardi 05 mai 2015 à 16 heures
12	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-007/PRES du 17 juillet 2014 portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°2100150030394 conclu le 09 janvier 2014 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et la Banque africaine de développement (BAD), pour le financement partiel du projet d'aménagement de routes de désenclavement interne	17	CAESED	CASDD	
13	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°2UV-0144 conclu le 14 janvier 2015 à Rabat au Royaume du Maroc entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID) pour le financement du projet de construction et de bitumage de la route Kantchari-Diapaga-frontière du Bénin	23	CAESED	CASDD	

14	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de don conclu le 02 février 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (AID) pour le financement additionnel du Projet sectoriel eau en milieu urbain (PSEU)	26	CAESED	CASDD	Jeudi 07 mai 2015 à 16 heures
15	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n° 2100150032046 conclu le 9 janvier 2015 entre le Burkina Faso et le Fonds africain de développement (FAD) pour le financement du Projet de renforcement de la résilience des populations à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2RS)	25	CAESED	CASDD	
16	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-013/PRES portant autorisation de ratification des Accords de dons n°H974-BF et n° TF 017447 conclus le 1 ^{er} juillet 2014 entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement pour le financement additionnel du Projet d'amélioration de la productivité et de la sécurité alimentaire (PAPSA)	15	CAESED	CASDD	
17	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-004/PRES du 22 mai 2014 portant autorisation de ratification des Accords de prêt BID n°UV0135, ISTISNA'A n°UV0136, ISTISNA'A déclaration de Djeddah n°UV0137 conclus le 15 janvier 2014 en Arabie Saoudite entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID) pour le financement du projet de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire au Burkina Faso	20	CAESED	CASDD	

18	Projet de loi portant modification de la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso	28	CAIGDH	COMFIB CASDD CAESED	Jeudi 21 mai 2015 à 16 heures
19	Projet de loi organique portant modification de la loi organique n°20/95/ADP du 16 mai 1995 portant composition et fonctionnement de la haute cour de justice et procédure applicable devant elle	38			
20	Projet de loi portant autorisation de ratification de la Convention portant création de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte adoptée à N'Djaména, le 17 juin 2010	33	CAESED		Vendredi 22 mai 2015 à 09 heures
21	Projet de loi portant statut général des personnels des Forces armées nationales	39	CAESED	CAIGDH	Vendredi 05 juin 2015 à 09 heures
22	Projet de loi portant conditions d'avancement des personnels d'active des Forces armées nationales	40			
23	Projet de loi portant création de l'Académie nationale des sciences du Burkina	22	CAIGDH	CASDD	Jeudi 11 juin 2015 à 16 heures
24	Discours du Premier ministre sur la situation de la nation	-	-	-	Vendredi 12 juin 2015 à 11 heures

25	Projet de loi portant autorisation de ratification des Accords de prêt n°5609-BF et de don n°D044-BF conclus le 15 avril 2015 à Washington entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du quatrième crédit pour la croissance et la compétitivité (CCC 4)	48	CAESED	CASDD	Lundi 15 juin 2015 à 16 heures
26	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n° 7UV0145, conclu le 14 janvier 2015 à Rabat (Royaume du Maroc) entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID), pour le financement du projet d'électrification rurale décentralisée par système solaire photovoltaïque au Burkina Faso	24	CAESED	CASDD	Mardi 16 juin 2015 à 16 heures
27	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n° CBF 1257 conclu le 22 septembre 2014 entre le Burkina Faso et l'Agence française de développement pour le financement du projet de construction de la centrale solaire photovoltaïque de Zagtouli	10	CAESED	CASDD	Mardi 16 juin 2015 à 16 heures
28	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-015/PRES portant autorisation de ratification de l'Accord de financement additionnel en prêt n°5491-BF et en don n°H966-BF, conclu le 15 juillet 2014 entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement relatif au financement additionnel du Projet d'appui au secteur de l'électricité (PASEL)	16	CAESED	CASDD	

29	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-005/PRES portant autorisation de ratification des Accords de prêt n°I-895-BF et de don n°I-DSF-8111A-BF conclus le 07 avril 2014 entre le Burkina Faso et le Fonds international de développement agricole relatifs au financement du projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Neer-Tamba)	12	CAESED	CASDD	Mardi 23 juin 2015 à 16 heures
30	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-012/PRES portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°5475-BF conclu le 1 ^{er} juillet 2014 entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement relatif au financement additionnel du programme d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales	14	CAESED	CASDD	Mardi 23 juin 2015 à 16 heures
31	Projet de loi portant autorisation de ratification des Accords de prêt n°2UV-0146 et d'Istisna'a n°2UV-0147 conclus le 14 janvier 2015 à Rabat au Royaume du Maroc entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID) pour le financement du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Ouagadougou à partir du barrage de Ziga (phase II)	44	CAESED	CASDD	
32	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'accord de prêt n°1630 P conclu le 06 février 2015 à Vienne en Autriche entre le Burkina Faso et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) pour le financement du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Ouagadougou à partir du barrage de Ziga (phase II)	45	CAESED	CASDD	

33	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'accord de prêt S/N conclu le 19 février 2015 à Khartoum au Soudan entre le Burkina Faso et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour le financement du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Ouagadougou à partir du barrage de Ziga (phase II)	46	CAESED	CASDD	
34	Projet de loi portant autorisation de ratification de la convention de prêt conclue le 16 décembre 2014 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et Nordea Bank Danemark A/S pour le financement du projet de mise en place d'une infrastructure Cloud au profit de l'administration, des entreprises et des citoyens (G-Cloud)	07	CAESED	CASDD	
35	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-011/PRES portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°5420-BF conclu le 16 mai 2014 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement relatif au projet des centres d'excellences d'enseignement supérieur en Afrique	13	CAESED	CASDD	Jeudi 25 juin 2015 à 16 heures
36	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt Istisna'a n°2UV-0148 conclu le 18 février 2015 à Djeddah au Royaume d'Arabie Saoudite entre le Burkina Faso et la Banque Islamique de Développement (BID) pour le financement du Projet de construction d'une cité universitaire à Bobo-Dioulasso (Phase II)	37	CAESED	CASDD	

37	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-006/PRES portant autorisation de ratification de l'Accord de don n° TF 015339 conclu le 17 février 2014 entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement relatif à l'Accord de don du Fonds d'investissement climatique stratégique (programme d'investissement forestier-projet de gestion décentralisée des forêts et espaces boisés)	11	CAESED	CASDD	Jeudi 25 juin 2015 à 16 heures
38	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'amendement de Doha au protocole de Kyoto sur les changements climatiques	36	CAESED	CASDD	
39	Projet de loi portant code minier du Burkina Faso	05	CASDD	COMFIB CAIGDH CAESED	Vendredi 26 juin 2015 à 09 heures
40	Proposition de résolution portant création d'une Commission d'enquête parlementaire sur les fraudes fiscales, les restes à recouvrer des régies des recettes ainsi que les chèques revenus impayés du Trésor	51	CAIGDH		Mardi 30 juin 2015 à 10 heures
41	Projet de loi portant autorisation de ratification du protocole III aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel, adopté le 08 décembre 2005 par l'Assemblée générale de l'organisation des Nations Unies	30	CAESED		Mardi 30 juin 2015 à 16 heures

42	Projet de loi portant autorisation de ratification de la convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, adoptée le 10 décembre 1976 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies	31	CAESED		Mardi 30 juin 2015 à 16 heures
43	Projet de loi portant autorisation de ratification du protocole relatif aux restes explosifs de guerre adopté le 28 novembre 2003 par l'Assemblée générale de l'organisation des Nations Unies	32	CAESED		
44	Projet de loi portant autorisation de ratification : <ul style="list-style-type: none"> - des amendements (à l'article 37 adopté en septembre 1981 ; à l'article 15 adopté en octobre 1987 ; aux articles 1^{er}, 4, 5, 6, 7, 9, 14, 22 adoptés en décembre 2005 et à l'article 38 adoptés en novembre 2007) aux statuts de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), adoptés à Mexico le 27 septembre 1970 ; - des amendements aux règles de financement de l'OMT (paragraphe 4 adopté en septembre 2001 ; paragraphe 14 adopté en décembre 2005) ; de l'annexe XVIII aux statuts de l'OMT approuvé le 29 avril 2008 par le Conseil économique et social des Nations unies	42	CAESED		

45	Projet de loi portant autorisation de ratification du Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées adopté à Marrakech, le 27 juin 2013	41	CAESED	CASDD	Mardi 30 juin 2015 à 16 heures
46	Projet de loi portant constitution du parc national d'Arly	43	CASDD	CAIGDH	Jeudi 02 juillet 2015 à 16 heures
47	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n° CBF 1265 01 D conclu le 26 avril 2015 entre le Burkina Faso et l'Agence française de développement pour le financement du projet d'appui à la sécurité alimentaire dans l'Est du Burkina Faso	50	CAESED	CASDD	Mardi 07 juillet 2015 à 16 heures
48	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°2013067/PR BF 20132800 conclu 25 Octobre 2013 à Dakar entre le Burkina Faso et la Banque ouest africaine de développement (BOAD), pour le financement partiel du projet d'aménagement de la section urbaine de la RN04 allant du croisement RN04/RN03 à l'échangeur de l'Est à Ouagadougou au Burkina Faso.	49	CAESED	CASDD	Mardi 14 juillet 2015 à 16 heures
49	Projet de loi portant autorisation de ratification de la Convention sur la coopération transfrontalière adoptée à Malabo	29	CAESED		

50	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord général de coopération économique, technique et commerciale entre les Etats membres de l'Organisation de Coopération Islamique, adopté par la résolution No.1/8-E de la 8 ^{ème} Session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères (CMAE), tenue à Tripoli, en Libye, du 16 au 22 mai 1977	34	CAESED		Mardi 14 juillet 2015 à 16 heures
51	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2014-001/PRES-TRANS du 31/12/2014 portant autorisation de ratification de l'accord de prêt n° NFI 83276 N° Serapis 2012-0002 conclu le 17 septembre 2014 à Luxembourg entre le Burkina Faso et la Banque européenne d'investissement pour le financement du projet de construction de la centrale solaire photovoltaïque de Zagtouli	47	CAESED	CASDD	
52	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de don conclu le 13 mai 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du Projet d'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation (PAAQE)	54	CAESED	CASDD	Jeudi 16 juillet 2015 à 16 heures
53	Projet de loi organique portant statut de la magistrature	56	CAIGDH	-	Mardi 25 août 2015 à 16 heures

54	Projet de loi organique portant organisation, composition, attribution et fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature	57	CAIGDH	-	Mardi 25 août 2015 à 16 heures
55	Proposition de loi portant mise en œuvre du droit d'accès à l'information publique et aux documents administratifs	67	CAIGDH		Dimanche 30 août 2015 à 09 heures
56	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°11/621 conclu le 02 septembre 2014 entre le Burkina Faso et le Fonds saoudien de développement relatif au financement partiel du projet de construction de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin	52	CAESED	CASDD	Lundi 31 août 2015 à 09 heures
57	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de don n°D052-BF et de prêt n°5628-BF conclu le 21 mai 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (AID) pour le financement du Projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au sahel (SWEDD)	53	CAESED	CASDD	
58	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt ISTISNA'A n° 2UV-0149 conclu le 08 juin 2015 à Maputo au Mozambique entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID), pour le financement du projet de développement des quartiers périphériques de Ouagadougou	58	CAESED	CASDD	

59	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°5671-BF conclu le 08 juillet 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du crédit régional pour la facilitation du commerce et la compétitivité	59	CAESED	CASDD	Lundi 31 août 2015 à 09 heures
60	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt conclu le 28 mai 2015 à Abidjan (République de Côte d'Ivoire) entre le Burkina Faso et le Fonds africain de développement (FAD), pour le financement du Projet d'appui au pôle de croissance de Bagré (PAPCB)	62	CAESED	CASDD	
61	Projet de loi portant régime juridique de la presse écrite au Burkina Faso	63	CASDD	CAIGDH	vendredi 04 septembre 2015 à 09 heures
62	Projet de loi portant régime juridique de la presse en ligne au Burkina Faso	65	CASDD	CAIGDH	
63	Projet de loi portant régime juridique de la radiodiffusion sonore et télévisuelle au Burkina Faso	64	CASDD	CAIGDH	
64	Projet de loi portant régime d'assurance maladie universelle au Burkina Faso	60	CASDD	CAIGDH	Samedi 05 septembre 2015 à 09 heures

65	Proposition de loi portant prévention, répression des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes	68	CAIGDH		Dimanche 06 septembre 2015 à 09 heures
66	Proposition de loi portant statut de pupille de la nation	66	CAESED		
67	Projet de loi portant statut du personnel des eaux et forêts	71	COMFIB	-	Mardi 15 septembre 2015 à 09 heures
68	Examen du rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur la fraude fiscale, l'impunité fiscale, les restes à recouvrer des régies de recettes ainsi que les chèques revenus impayés du Trésor sur les années 2012, 2013 et 2014	-	-	-	Vendredi 16 octobre 2015 à 10 heures
69	Projet de loi portant liberté d'association	72	CAIGDH		Mardi 20 octobre 2015 à 09 heures
70	Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de la Commission de la réconciliation nationale et des réformes	77	CAIGDH		Mardi 20 octobre 2015 à 09 heures

71	Projet de loi portant autorisation de ratification du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, adopté le 12 novembre 2012 à Séoul, République de Corée	75	CAESED	CASDD	Mardi 20 octobre 2015 à 16 heures
72	Projet de loi portant autorisation de ratification de convention révisée sur la reconnaissance des études et des certificats, diplômes, grades et autres de l'enseignement supérieur dans les Etats d'Afrique adoptée le 12 décembre 2014 à Addis-Abeba	74	CAESED	CASDD	
73	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'accord de prêt n° 5649-BF conclu le 02 juillet 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS-BURKINA)	73	CAESED	CASDD	
74	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (IDA), pour le financement du Projet paludisme et maladies tropicales négligées au Sahel	76	CAESED		
75	Projet de loi portant loi d'orientation agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique au Burkina Faso	61	CASDD	CAIGDH	Jeudi 22 octobre 2015 à 16 heures

76	Adresse du Président du Faso, Son Excellence Monsieur Michel KAFANDO, au Conseil national de la transition				Mardi 27 octobre 2015 à 10 heures
77	Adoption de la procédure de révision de la Constitution				
78	Proposition de loi portant révision de la Constitution	85	CAIGDH	CASDD COMFIB CAESED	Jeudi 05 novembre 2015 à 09 heures
79	Projet de loi portant modificatif à la Charte de la transition du 16 novembre 2014	86	CAIGDH	CASDD COMFIB CAESED	
80	Projet de loi relatif aux lois de finances	81	COMFIB		Vendredi 06 novembre 2015 à 09 heures
81	Projet de loi portant attribution, composition, organisation et fonctionnement du Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN)	84	CAESED		
82	Projet de loi portant autorisation de ratification de la souscription du Burkina Faso au 4 ^{ème} et 5 ^{ème} augmentations générales du capital de la Banque Islamique de Développement (BID)	78	CAESED		Lundi 23 novembre 2015 à 9 heures
83	Projet de loi portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°5683-BF conclu le 07 octobre 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du Programme de modernisation de l'administration publique (PMAP)	87	CAESED		

84	Proposition de loi portant modification de la loi 10-93/ADP du 17 mai 1193 portant organisation judiciaire au Burkina Faso	79	CAESED		Lundi 23 novembre 2015 à 9 heures
85	Projet de loi portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Ordre national des vétérinaires du Burkina Faso (ONV-BF)	80	COMFIB		
86	Projet de loi portant institution de fêtes légales et évènements à caractère historique au Burkina Faso	89	CASDD		
87	Projet de loi portant réglementation de la publicité au Burkina Faso	88	CASDD		
88	Projet de loi portant statut général de la fonction publique d'Etat	90	CAIGDH	CASDD COMFIB CAESED	Mardi 24 novembre 2015 à 9 heures
89	Projet de loi organique portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de Lutte contre la corruption (ASCE-LC)	91	CAIGDH	CASDD COMFIB CAESED	
90	Proposition de résolution portant modification de la résolution n°003-2014/CNT du 02 décembre 2014 portant Règlement du Conseil national de la transition	97	Commission ad hoc		Samedi 12 décembre 2015 à 09 heures

91	Projet de loi portant création du tribunal de Grande instance de Koupèla	109	CAIGDH		Jeudi 17 décembre 2015 à 09 heures
92	Projet de loi portant modification de la loi n°060-2009/AN du 17 décembre 2009 portant répression d'actes de terrorisme au Burkina Faso	110	CAESED		
93	Examen de deux propositions de résolution portant mise en accusation de deux anciens membres de gouvernement		Commission ad hoc		
94	Projet de loi portant modification de la loi n°057-2015/CNT du 04 septembre 2015 portant régime juridique de la presse écrite au Burkina Faso	112	CASDD		
95	Projet de loi portant modification de la loi n°058-2015/CNT du 04 septembre 2015 portant régime juridique de la presse en ligne au Burkina Faso	113	CASDD		
96	Projet de loi portant modification de la loi n°059-2015/CNT du 04 septembre 2015 portant régime juridique de la radiodiffusion sonore et télévisuelle au Burkina Faso	114	CASDD		
97	Projet de loi portant autorisation de ratification de la Charte africaine sur les valeurs et les principes du service public et de l'administration, adoptée à Addis-Abeba (Ethiopie) le 31 janvier 2011	95	CAESED		Samedi 19 décembre 2015 à 09 heures

98	Projet de loi portant autorisation de ratification de la Charte de la renaissance culturelle africaine, adoptée à Khartoum (Soudan) le 24 janvier 2006	96	CAESED		Samedi 19 décembre 2015 à 09 heures
99	Projet de loi portant autorisation de ratification du protocole à la Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, adopté à Addis-Abeba (Ethiopie) le 08 juillet 2004	98	CAESED		
100	Projet de loi portant autorisation de ratification de la Charte africaine du transport maritime révisée, adoptée à Kampala (Ouganda) le 26 juillet 2010	99	CAESED		
101	Projet de loi portant autorisation de ratification de la Convention sur la création du Centre africain pour le développement des engrais, adoptée à Addis-Abeba (Ethiopie) le 1 ^{er} juillet 1985	100	CAESED		
102	Projet de loi portant autorisation de ratification des statuts de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale, adoptés à Addis-Abeba (Ethiopie) le 18 janvier 1974	101	CAESED		
103	Projet de loi portant autorisation de ratification de la constitution révisée de la Commission africaine de l'aviation civile, adoptée à Dakar (Sénégal) le 16 décembre 2009	102	CAESED		
104	Projet de loi portant autorisation de ratification de la Convention sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (version révisée), adoptée à Maputo (Mozambique) le 1 ^{er} juillet 2003	103	CAESED		

105	Projet de loi portant autorisation de ratification de la Convention interafricaine portant établissement d'un programme de coopération, adoptée à Kampala (Ouganda) le 1 ^{er} août 1975	104	CAESED		Samedi 19 décembre 2015 à 09 heures
106	Projet de loi portant autorisation de ratification du protocole additionnel à la Convention générale sur les privilèges et immunités de l'Organisation de l'Unité africaine, adopté à Freetown (Sierra Léone) le 1 ^{er} juin 1980	105	CAESED		
107	Projet de loi portant autorisation de ratification du protocole de la Cour de justice de l'Union africaine, adopté à Maputo (Mozambique) le 11 juillet 2003	106	CAESED		
108	Projet de loi portant autorisation de ratification de la Convention phytosanitaire pour l'Afrique, adoptée à Kinshasa (République démocratique du Congo) le 13 septembre 1967	107	CAESED		
109	Projet de loi portant autorisation de ratification des statuts de la Banque africaine d'investissement, adoptés à Addis-Abeba (Ethiopie) le 02 février 2010	108	CAESED		
110	Projet de loi portant autorisation de ratification de la Convention portant création du G5 Sahel adoptée à Nouakchott, le 19 décembre 2014	93	CAESED		
111	Projet de loi portant autorisation de ratification du Statut de l'Organisation Islamique pour la Sécurité alimentaire (OISA), adopté à la 40 ^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OCI, tenue à Conakry, du 09 au 11 décembre 2013	94	CAESED		

112	Projet de loi portant bail d'habitation privée au Burkina Faso	92	CASDD		Mardi 22 décembre 2015 à 09 heures
113	Projet de loi portant statut du personnel du cadre paramilitaire des douanes	118	CAIGDH	COMFIB	Mercredi 23 décembre 2015 à 16 heures
115	Projet de loi portant loi de finances rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2015	117	COMFIB	CASDD CAIGDH CAESED	Samedi 26 décembre 2015 à 09 heures
116	Projet de loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2016	111	COMFIB	CASDD CAIGDH CAESED	

TABLEAU DES QUESTIONS D'ACTUALITE

N° d'ordre	Résumé de la question	Auteur de la question	Ministre interpellé	Date de passage en plénière
01		SAWADOGO Casimir	Premier ministre	Vendredi 27 mars 2015 à 16 heures
02		KABORE Sako Eric	Premier ministre	Vendredi 17 avril 2015 à 16 heures
03		ZOUNGRANA Issouf	Premier ministre	Vendredi 08 mai 2015 à 16 heures
04		SANOU Fernand	Premier ministre	Vendredi 29 mai 2015 à 16 heures
05		TIENDREBEOGO Ousmane	Premier ministre	
06		ZOUNDI Wilfrid	Premier ministre	Vendredi 05 juin 2015 à 16 heures
07		SAWADOGO Casimir W.	Mines et Energie	
08		TIENDREBEOGO Ousmane	Premier ministre	Vendredi 24 juillet 2015 à 16 heures
09		ZOUNGRANA Issouf	Premier ministre	
10		KONATE Dramane	Premier ministre	
11		KONATE Dramane	Premier ministre	

TABLEAU GENERAL DES QUESTIONS ORALES

N° d'ordre	Résumé de la question	Auteur de la question	Ministre interpellé	Date de passage en plénière
01	<p>L'une des problématiques que connaît le Régiment de la sécurité présidentielle (RSP) dans son fonctionnement en tant que corps au niveau de l'Armée de terre, est son déphasage au regard de son adéquation avec la vision stratégique de la défense ; ce corps spécial a du mal à s'articuler dans l'organisation générale de la défense.</p> <p>Pour dissiper de la mémoire collective des Burkinabè la crainte et la méfiance à l'endroit du régiment de sécurité présidentielle, pour l'unité de l'Armée de terre en particulier et celle de l'armée en général, n'est-il pas indiqué de dissoudre ce corps spécial et confier la charge de la sécurité présidentielle à la gendarmerie, notamment les groupements d'escorte, d'honneur et de sécurité détaché à la présidence ? (avec débat)</p>	SAMMA Daogo Jean Sothère	Défense nationale et anciens combattants	Vendredi 13 mars 2015 à 16 heures
02	<p>L'une des causes majeures de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 reste sans doute la très controversée révision de l'article 37 de la Constitution. Cette révision était rendue possible eu égard à certaines lacunes et faiblesses de la Constitution du 02 juin 1991.</p>	BONKOUNGOU G. Philippe	Premier ministre	

	Ne pensez-vous pas qu'il serait opportun et nécessaire d'ouvrir, dans de meilleurs délais, de larges concertations avec l'ensemble des forces vives de la nation en vue de lancer l'idée d'élaboration d'une nouvelle Constitution en lieu et place d'amendements à la présente Constitution que votre gouvernement propose et qui paraissent en deçà des attentes du peuple burkinabè ? (avec débat)	BONKOUNGOU G. Philippe	Premier ministre	Vendredi 13 mars 2015 à 16 heures
03	Parmi les causes de l'insurrection populaire du 30 octobre 2014, on retrouve incontestablement la vie chère et la pauvreté chronique dans laquelle vivent plusieurs burkinabè. Cette cherté de la vie est essentiellement liée aux prix élevés de plusieurs produits dont les populations ne peuvent se passer au quotidien. Parmi ces produits, les hydrocarbures se trouvent en bonne place. Qu'est-ce qui explique l'inertie du prix du carburant à la pompe quand il est connu de tous que le prix du baril a subi une baisse considérable ? N'est-il pas opportun de supprimer un certain nombre de taxe sur les hydrocarbures afin de baisser considérablement son prix à la pompe ? (avec débat)	BALIMA Aboubacar	Premier ministre	Vendredi 20 mars 2015 à 16 heures
04	L'amélioration de l'accès égal des femmes et des hommes aux sphères de décision est l'un des axes stratégiques de	SOUGUE G. Christine	Promotion de la femme et du genre	

	<p>la PNG adoptée en 2009. Pouvez-vous faire l'état de mise en œuvre des actions de cet axe stratégique susmentionné et les perspectives envisagées ?</p> <p>Les charges familiales sont l'une des contraintes majeures pour les femmes à occuper des postes de responsabilité. A quand donc la vulgarisation des pouponnières ? Quelles mesures comptez-vous prendre en vue de mettre à la disposition des foyers, des filles et des femmes de ménage bien formées ? (avec débat)</p>	SOUGUE G. Christine	Action sociale et solidarité nationale	Vendredi 20 mars 2015 à 16 heures
05	<p>La coopération entre la République de la Chine Taiwan et le Burkina Faso avait permis la mise en place d'un Projet de transformation du sorgho rouge en alcool (PTSRA). Cette unité de transformation valorise la filière agricole, crée des emplois, génère des recettes fiscales et améliore la santé publique. Elle a été officiellement rétrocédée en décembre 2009 au Burkina Faso. Malheureusement, la production s'est arrêtée, l'usine fermée et les travailleurs sont dans l'impasse. Quelles sont les véritables difficultés que connaît cette unité de production ? Quelles sont les mesures prises par le gouvernement pour une reprise imminente de la production? (avec débat)</p>	NOMBRE Lucien Honoré	Commerce, industrie et artisanat	

06	<p>La communauté internationale a consacré le 15 mai 2015 « journée internationale des familles » et les communautés religieuses et coutumières de notre pays, signataires de la Charte sont dans la même dynamique.</p> <p>Existe-t-il une politique familiale à même de promouvoir l'épanouissement et la consolidation de l'unité de la cellule familiale ? (sans débat)</p>	SAMMA Daogo Jean Sothère	Premier ministre		
07	<p>La Charte de la transition en son article 1 consacre la solidarité comme une valeur de référence et par ailleurs, la Nation a rendu un hommage aux martyrs de l'insurrection le 2 décembre 2014.</p> <p>Comment se traduit concrètement cette valeur de solidarité à l'endroit des martyrs de l'insurrection ?</p> <p>Peut-on nous rassurer que les veuves et orphelins de ces martyrs ont de quoi se nourrir, ont accès aux soins médicaux et disposent d'un logement pour y dormir ? (avec débat)</p>	ZOURE Dominique	Action sociale et solidarité nationale	Vendredi 27 mars 2015 à 16 heures	
08	<p>Plus de 80% de la population vit en milieu rural et plus de la moitié de celle-ci se trouvant dans la précarité, le Burkina Faso a fait de la protection des groupes vulnérables, l'une de ses priorités avec la mise en place d'une politique nationale de protection sociale (PNPS) 2013-2022.</p> <p>Les filets sociaux de sécurité constituent l'un des instruments de cette politique sociale.</p>	SOUGUE G. Christine	Action sociale et solidarité nationale		

	<ul style="list-style-type: none"> – Quels ont été les critères d'éligibilité ayant prévalu à l'identification des personnes vulnérables ? – Les programmes sociaux de sécurité prennent-ils en compte les 80% de la population rurale dont la moitié vit dans la précarité ? – Quels sont les indicateurs de performance de ces programmes pour apprécier la réduction de la pauvreté ? – Quelle place accordez-vous à la maîtrise de la démographie dans la mise en œuvre de cette politique sociale ? – Pouvez-vous faire un état des lieux de la mise en place des cellules sociales au niveau des départements ministériels dans le cadre des stratégies de mise en œuvre de la PNPS ? (avec débat) 	SOUGUE G. Christine	Action sociale et solidarité nationale	Vendredi 27 mars 2015 à 16 heures
09	<p>Monsieur le ministre, les médias publics notamment la RTB, les éditions Sidwaya, le Service d'information du gouvernement (SIG) et l'AIB ont fait l'objet de plusieurs critiques durant ces dernières années.</p> <p>La destruction du matériel de la RTB et d'une partie de ses locaux à l'occasion de l'insurrection populaire du 30 octobre 2014 illustre bien l'inadéquation entre les attentes des populations et l'orientation générale donnée à ces médias.</p>	KONE Bakary	Communication et relations avec le Conseil national de la transition	

	<p>N'est-il pas judicieux de repenser les missions de ces médias ?</p> <p>Ne faut-il pas innover dans la procédure de nomination de leurs dirigeants ?</p> <p>Les actions du ministère de la Communication et du Conseil supérieur de la communication sur ces médias ne sont-elles pas divergentes ?</p> <p>Le SIG prévoit la création de sa propre télévision et radio, cette action ne constitue-t-elle pas un doublon de la RTB ? (avec débat)</p>			<p>Vendredi 27 mars 2015 à 16 heures</p>
10	<p>Monsieur le ministre, à la faveur de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, les magasins de ravitaillement en vivres des cantines scolaires ont été pillés.</p> <p>Ce pillage a engendré une rupture de la dotation en vivres dans plusieurs écoles, ce qui a pour conséquence, l'abandon des classes par plusieurs élèves.</p> <p>Quel est l'état réel de fonctionnement des cantines scolaires à l'issue du pillage des magasins contenant ces vivres ?</p> <p>Quelles mesures immédiates envisagez-vous pour faire face au phénomène d'abandon des classes lié à cette situation ? (sans débat)</p>	ZOUNDI Wilfried	Education nationale et alphabétisation	<p>Vendredi 10 avril 2015 à 16 heures</p>

11	<p>Monsieur le ministre, dans le contexte de difficultés que connaît l'éducation au Burkina Faso, le gouvernement précédent avait décidé d'instituer le « continuum éducatif » malgré les réticences d'une partie du personnel enseignant.</p> <p>Quel est l'état de mise en œuvre du continuum éducatif ?</p> <p>Quelles sont les difficultés de sa mise en œuvre ?</p> <p>Quelles solutions votre département préconise-t-il ? (avec débat)</p>	SOMDA Marie Madeleine	Education nationale et alphabétisation	Vendredi 10 avril 2015 à 16 heures
12	<p>Madame le ministre, malgré les résultats de plusieurs études qui montrent le rôle capital de la femme dans le développement social et économique de notre pays, il ressort que la pauvreté a majoritairement un visage féminin.</p> <p>Fort de ce constat, le gouvernement précédent avait institué un fonds d'appui aux activités féminines afin de permettre aux femmes de mener des activités génératrices de revenus.</p> <p>Quel est l'état des lieux de l'utilisation de ces fonds ?</p> <p>Qu'envisage votre département pour renforcer l'appui aux activités génératrices de revenus au profit des femmes ? (avec débat)</p>	SOMDA Marie Madeleine	Promotion de la femme et du genre	Vendredi 10 avril 2015 à 16 heures

13	<p>Monsieur le ministre, depuis plusieurs années, un débat sur le rôle de la chefferie coutumière et traditionnelle s'est ouvert dans notre pays.</p> <p>La solution préconisée pour éviter l'implication des chefs coutumiers et traditionnelles dans les affaires politiques est l'adoption d'un statut qui fixera leur rôle ainsi que les éventuels privilèges et avantages qui leur seront reconnus.</p> <p>Est-ce que la question du statut des chefs coutumiers et traditionnels est inscrite parmi les réformes envisagées par le gouvernement au cours de la transition ?</p> <p>N'est-il pas opportun que votre département initie une journée de réflexion sur la question ? (avec débat)</p>	MOYENGA David	Administration territoriale, décentralisation et sécurité	Vendredi 17 avril 2015 à 16 heures
14	<p>Monsieur le ministre, au cours des manifestations des 30 et 31 octobre 2014, des armes ont crépité et des hommes ont perdu la vie dont la plupart d'entre eux sont des jeunes. Cinq mois après ces manifestations, aucune information officielle n'est donnée en vue de faire la lumière sur ces crimes.</p> <p>Qui a pu tirer sur les manifestants ?</p> <p>Pouvez-vous rassurer la représentation nationale que ces morts ne resteront pas impunis et que ce dossier ne connaîtra pas le sort qu'a connu plusieurs dossiers de crime politique et économique ? (avec débat)</p>	SAWADOGO Casimir W. R.	Justice, droits humains et promotion civique, garde des sceaux	Vendredi 17 avril 2015 à 16 heures

15	<p>Monsieur le ministre, le régime de l'ancien Président a été marqué par plusieurs assassinats.</p> <p>A la date de son départ du pouvoir, aucun dossier en justice lié à ces assassinats n'a connu un dénouement satisfaisant.</p> <p>Par ailleurs, nous avons assisté le 30 octobre 2014 à une atteinte grave aux droits humains fondamentaux notamment le droit de vie.</p> <p>Quel est l'état d'évolution des grands dossiers comme celui lié à l'assassinat du journaliste Norbert ZONGO et à celui de l'ancien président Thomas SANKARA ?</p> <p>Les responsabilités sont-elles situées par rapport aux atteintes aux droits fondamentaux observées le 30 octobre 2014 ?</p> <p>Quels sont les principaux objectifs poursuivis par votre département à travers l'organisation prochaine des états généraux de la justice ? (avec débat)</p>	ZOUNDI Wilfried	Justice, droits humains et promotion civique, garde des sceaux	Vendredi 17 avril 2015 à 16 heures
16	<p>L'offre éducative a connu ces dernières années un boom avec l'ouverture d'une pléthore d'établissements privés. Cette situation permet de palier la très forte demande éducative à laquelle le gouvernement est confronté. Cependant, si la situation paraît, à priori, être une aubaine pour l'Etat, elle cache mal d'énormes difficultés qui risquent de compromettre les efforts fournis. Parmi</p>	KOUDOUGOU Rahamata Leatitia	Enseignements secondaire et supérieur	Vendredi 08 mai 2015 à 16 heures

	<p>ces difficultés, on peut citer le non-respect de la réglementation en termes de compétence des enseignants, de nombre d'élèves, de localisation et de fixation des frais de scolarité.</p> <p>Quelles sont les dispositions prises par le gouvernement pour mettre en place des mécanismes de contrôles réguliers de la qualité des enseignements et des frais de scolarité dans les établissements d'enseignements privés et assurer une éducation de qualité à tous ?(sans débat)</p>			<p>Vendredi 08 mai 2015 à 16 heures</p>
17	<p>La situation socio professionnelle des personnes handicapées demeure préoccupante malgré l'adoption de la loi n°012-2010/AN, du 1^{er} avril 2010 portant protection et promotion des droits des personnes handicapées. Cependant, aucun texte d'application de cette loi n'a été pris.</p> <p>A quand un décret d'application de cette loi pour le bonheur des personnes vivant avec un handicap ?</p> <p>Par ailleurs, les dispositions de cette loi sont-elles conformes à la Convention internationale des droits des personnes vivant avec un handicap ? (avec débat)</p>	TRAORE Wamarou	Action sociale et Solidarité nationale	
18	<p>La loi n°012-2010/AN, du 1^{er} avril 2010 portant protection et promotion des droits des personnes handicapées en ces articles 3 et 4 institue respectivement une carte d'invalidité en faveur des personnes vivant avec un handicap et des avantages</p>	TAPSOBA Jonathan		

	<p>dont bénéficient les titulaires de ladite carte. Par ailleurs, cette même loi crée un organe multisectoriel pour garantir son effectivité.</p> <p>Quelles sont les mesures prises par le gouvernement pour garantir l'absence totale de fraude durant tout le processus conduisant à la délivrance de la carte d'invalidité ?</p> <p>Quel est le niveau d'application des avantages liés à la possession de ladite carte ?</p> <p>Le gouvernement peut-il faire le bilan de l'organe créé par la loi et les perspectives en matière de protection et de promotion des droits des personnes vivant avec un handicap ? (avec débat)</p>		<p>Action sociale et Solidarité nationale</p>	<p>Vendredi 08 mai 2015 à 16 heures</p>
19	<p>La prolifération des débits de boissons est remarquable dans nos grandes villes. Certains commercialisent de l'alcool frelaté mettant en danger la santé des consommateurs. Si la consommation de ces produits nocifs est assez aisée c'est parce qu'il n'y a pas un contrôle rigoureux de l'entrée de ces produits sur le territoire.</p> <p>Au regard de la gravité de la situation, quelle alternative le gouvernement envisage pour contrôler sinon, interdire l'entrée de ces produits au Burkina Faso ? (sans débat)</p>	<p>SOME Léopold</p>	<p>Premier ministre</p>	<p>Vendredi 22 mai 2015 à 16 heures</p>

20	<p>La loi n°054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers et la loi n°016-2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire (GSP) ont été respectivement adoptées en 2012 et 2014 et elles ont toutes les deux été promulguées.</p> <p>Cependant, jusqu'à présent, ces lois ne sont pas appliquées ou du moins les décrets d'application ne sont pas pris.</p> <p>Qu'est-ce qui explique la non application de ces lois ? (sans débat)</p>	YOGO Geoffroy	Premier ministre	Vendredi 22 mai 2015 à 16 heures
21	<p>Chaque année, le ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale organise des concours directs d'entrée à la fonction publique.</p> <p>Quelles sont les mesures prises par le gouvernement pour garantir une organisation efficiente de la session 2015 et la participation des personnes en situation de handicap.</p> <p>Par ailleurs, les épreuves de test de niveau et psychotechnique administrées lors des concours ne permettent pas de mesurer le niveau réel des candidats.</p> <p>Face au souci permanent du gouvernement d'avoir des fonctionnaires et des contractuels compétents, ne faut-il pas pour la session des concours directs de 2015, composer des épreuves en lien avec le niveau d'étude et le concours concerné ? (avec débat)</p>	TAPSOBA Jonathan	Fonction publique, travail et sécurité sociale	Vendredi 22 mai 2015 à 16 heures

22	<p>La durée de vie de certaines infrastructures est anormalement réduite. Des explications données à cette situation, il ressort que les prix unitaires lors de la budgétisation de certains projets sont faibles, ce qui entraîne des coûts sous-évalués et le sous-dosage des intrants.</p> <p>Il ressort également que certaines entreprises disposent d'informations confidentielles avant de soumissionner à des marches de l'Etat.</p> <p>Que pensez-vous de cette affirmation ?</p> <p>Si l'affirmation est avérée, comment le gouvernement compte-t-il sortir de ce cercle vicieux : sous-évaluation des coûts, sous-dosage, etc. ? (avec débat)</p>	ZOURE Dominique	Infrastructures, désenclavement et transports	Vendredi 22 mai 2015 à 16 heures
23	<p>La circulation des gros véhicules dans nos grandes villes fait l'objet d'une réglementation qui semble inefficace au regard de la recrudescence du trafic anarchique de ces engins.</p> <p>N'est-il pas nécessaire de renforcer le contrôle de la circulation de ces véhicules surtout au niveau des grandes artères de nos villes pour éviter les désagréments que cela cause au niveau de la fluidité de la circulation et par moment des accidents ?(sans débat)</p>	SOME Léopold	Infrastructures, désenclavement et transports	Vendredi 29 mai 2015 à 16 heures

24	<p>Le 24 juillet 2014, suite au crash du vol AH5017 de la compagnie Air Algérie, l'Armée de l'air burkinabè a entrepris des recherches qui ont permis de localiser l'épave en territoire malien.</p> <p>Cette recherche au-delà du territoire national a été possible grâce aux accords entre le Mali et le Burkina Faso notamment l'article 4 du décret n°2012-1034/PRES/PM/MTPEN/MDNAC/MEF/MATDS/MS/MEDD du 28 décembre 2012 portant organisation du service de recherches et de sauvetage pour les aéronefs en détresse.</p> <p>Est-ce que de tels accords bilatéraux ont été conclus avec d'autres pays voisins sinon où en sont les projets de partenariat allant dans ce sens ? (sans débat)</p>	OUEDRAOGO Vincent de Paul Sidinson	Infrastructures, désenclavement et transport	Vendredi 29 mai 2015 à 16 heures
----	--	------------------------------------	--	----------------------------------

25	<p>Le code général des collectivités consacre le fonctionnaire des collectivités territoriales et institue du même coup deux types de fonctionnaires au niveau des collectivités à savoir ceux relevant de la fonction publique de l'Etat et ceux relevant des collectivités territoriales.</p> <p>La différence dans le traitement salarial des agents des collectivités contraints ces derniers à chercher mieux ailleurs, sinon à rejoindre la fonction publique de l'Etat, ce qui concourt à un éternel recommencement au niveau des collectivités territoriales.</p> <p>N'est-il pas nécessaire que le code général des collectivités territoriales subisse un toilettage profond en vue de corriger les éléments d'injustice existant dans ce code ?</p> <p>Ne faut-il pas dans ce toilettage inclure les auteurs de la décentralisation pour la prise en compte des aspirations des fonctionnaires des collectivités territoriales ? (sans débat)</p>	OUEDRAOGO Jean Marie	Administration territoriale, décentralisation et sécurité	Vendredi 29 mai 2015 à 16 heures
----	--	----------------------	---	----------------------------------

<p>26</p>	<p>Selon des informations, le Burkina Faso compte 26 établissements pénitentiaires qui accueillent environ 6000 détenus dont environ 3500 sont condamnés en matière correctionnelle donc sans déchéance de leurs droits civiques. Par ailleurs, environ 85% des détenus ne disposent pas de documents d'identification.</p> <p>Cependant, malgré l'arsenal juridique qui dispose que chaque prévenu conserve ses droits civiques jusqu'à ce qu'un jugement le condamne ou le prive de ses droits, il ressort que les détenus sont privés de leurs droits de vote et d'éligibilité.</p> <p>Pouvez-vous éclairer la représentation nationale sur la question de l'exercice du droit de vote des détenus lorsqu'ils ne sont pas frappés par une sanction de déchéance de leurs droits civiques ?</p> <p>N'est-il pas envisageable que des réflexions soient menées pour que des mesures légales et techniques soient prises pour permettre aux détenus de pouvoir jouir de leurs droits de vote et d'éligibilité ? (sans débat)</p>	<p>BALIMA Aboubacar</p>	<p>Administration territoriale, décentralisation et sécurité</p>	<p>Vendredi 29 mai 2015 à 16 heures</p>
-----------	--	-------------------------	--	---

<p>27</p>	<p>Un processus de réforme du découpage territorial avait été initié au cours des deux dernières années pour satisfaire les demandes de création de nouvelles circonscriptions administratives.</p> <p>Quelle est l'état des demandes de création de ces nouvelles circonscriptions administratives ?</p> <p>La transition étant la période indiquée pour mener en toute impartialité des réformes, n'est-il pas judicieux d'examiner ces dossiers et de procéder à la création de ces circonscriptions administratives avant la fin de cette période ?</p> <p>Sinon, quels sont les obstacles auxquels fait face le gouvernement actuel pour la gestion diligente de ce dossier ? (avec débat)</p>	<p>LOMPO Yumanli</p>	<p>Administration territoriale, décentralisation et sécurité</p>	
<p>28</p>	<p>La SONABEL est une société d'Etat à caractère industriel et commercial dont les activités génèrent des revenus. Compte tenu de sa position stratégique, cette société bénéficie de subventions et de prêts concessionnels de la part de l'Etat. A titre illustratif, dans la loi de finances rectificative de la loi de finances gestion 2014, elle a bénéficié d'une dotation de douze milliards (12 000 000 000) de francs CFA au titre des subventions d'équilibre. A cela s'ajoute les</p>	<p>KOUDOUGOU Rahamata Leatitia</p>	<p>Mines et énergie</p>	<p>Vendredi 05 juin 2015 à 16 heures</p>

	<p>revenus tirés de l'application systématique des pénalités de retard de paiement.</p> <p>Quels sont les facteurs qui justifient l'application des pénalités de retard ?</p> <p>Le gouvernement peut-il faire un bilan des sommes encaissées au titre des pénalités de retard ces cinq dernières années ? Comment sont prises en compte ces pénalités dans la gestion financière de la société ? (avec débat)</p>			
<p>29</p>	<p>Le Burkina Faso en plus d'être une zone endémique pour les maladies infectieuses fait face à un nouveau défis : celui des maladies cardio-vasculaires, les cancers, les maladies respiratoires chroniques et le diabète.</p> <p>Ces quatre groupes de maladies ont pour cause commune le tabagisme.</p> <p>Toutefois, il ressort que l'application de tous les aspects couverts par la loi n° 040-2010/AN du 25 novembre 2010 portant lutte contre le tabac au Burkina Faso, reste inappropriée.</p> <p>Quelles sont les mesures que vous préconisez pour lever définitivement les blocages des autres secteurs et comment le gouvernement compte mettre cela en</p>	<p>ZOUNGRANA Issouf</p>	<p>Santé</p>	<p>Vendredi 05 juin 2015 à 16 heures</p>

	<p>œuvre ?</p> <p>Comment votre département va-t-il assurer la mise en œuvre de tous les aspects de la loi pour la protection des couches les plus vulnérables que sont les femmes et les enfants ?</p> <p>Pouvez-vous donner une feuille de route claire mesurable sur les progrès que vous comptez achever dans ce domaine de la santé publique et les moyens dont vous avez besoin ?</p> <p>Comment vous comptez les obtenir pour les cinq prochaines années (avec débat)</p>	ZOUNGRANA Issouf	Santé	
30	<p>Au regard de l'importance des fonds qui étaient alloués à la lutte contre les IST et compte tenu du fait que d'une part le CNLS chargé de gérer ces fonds est sous la tutelle de la présidence et d'autre part plusieurs associations proches du FEDABC y étaient affiliées, n'est-il pas nécessaire d'envisager un audit de la gestion du CNLS et des critères d'allocation de fonds aux associations ? (avec débat)</p>			

31	<p>Sous le Premier ministre Tertius ZONGO, les responsables de la radiodiffusion Télévision du Burkina ont négocié et obtenu un emprunt d'Etat à hauteur de 14 milliards de FCFA. L'objectif de cet emprunt à l'époque était de doter la RTB d'équipements de pointe en vue de lui permettre d'être non seulement en phase avec l'évolution technologique du moment mais surtout, de réussir au mieux aux missions à elle confiée.</p> <p>Pouvez-vous nous faire le point sur ce fonds mis à la disposition de la RTB ?</p> <p>Ce fonds aurait été utilisé par l'ex-ministre en charge de la communication pour acheter des véhicules et pour la construction d'un siège au profit de la RTB. Le commun du mortel s'interroge toujours sur la destination réelle de ce fond et les conditions de passation des marchés aux prestataires.</p> <p>Qu'en est-il exactement ? (sans débat)</p>	Bakary KONE	Communication et relations avec le Conseil national de la transition	Vendredi 26 juin 2015 à 16 heures
32	<p>Le parc animalier de Ziniaré a acquis une renommée nationale et internationale dans la mesure où il accueille beaucoup de touristes.</p> <p>Il semble cependant que l'entretien des animaux de ce parc qui serait la propriété de l'ancien chef d'Etat nécessite de fortes dépenses.</p> <p>Pouvez-vous dire à quelle autorité administrative incombe la gestion de ce parc ?</p>	DRABO Sia Sylvie	Environnement et des ressources halieutiques	

	D'où proviennent les ressources financières pour l'entretien de ces animaux ? (sans débat)			
33	<p>Dans certaines régions du Burkina Faso, les paysans subissent des dommages du fait des pachydermes (éléphants) qui bénéficient de la protection de votre ministère.</p> <p>De plus, il ressort que votre gouvernement est lent à dédommager les paysans, victimes du saccage des animaux.</p> <p>Monsieur le ministre, quelles sont les dispositions envisagées à court, moyen et long terme pour rendre fonctionnel le Fonds national d'indemnisation des dégâts des animaux sauvages ? (avec débat)</p>	ZOURE Dominique	Environnement et ressources halieutiques	
	<p>Monsieur le ministre, au lendemain de l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 et suite à la mise en place des organes de gestion de la transition, le corps enseignant a été vidé de ses animateurs majeurs, particulièrement à l'Unité de formation et de recherche en sciences juridiques et politiques du Burkina Faso.</p> <p>Quelles sont les mesures prises par le gouvernement pour</p>			Vendredi 26 juin 2015 à 16 heures

34	<p>assurer la relève générationnelle au niveau des différentes Unités de formation du temple du savoir de notre pays ?</p> <p>Qu'est-ce que le gouvernement fait pour attirer les jeunes enseignants chercheurs hautement qualifiés à assurer les cours dans nos universités ?</p> <p>Quelle explication pouvez-vous donner au fait qu'un jeune docteur qualifié aux fonctions de maître de conférences dans les universités françaises lorsqu'il rentre au Burkina Faso dans le corps professoral, il l'est en tant qu'assistant ?</p> <p>Est-il envisagé une quelconque motivation qui pourrait permettre aux jeunes docteurs, ayant acquis leurs diplômes à l'étranger, de rentrer au pays ? (avec débat)</p>	ZOUNGRANA Issouf	Enseignement, secondaire et supérieur	Vendredi 26 juin 2015 à 16 heures
35	<p>Les produits d'occasion de toute sorte venant des pays européens inondent le marché burkinabè depuis quelques années.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'importation des marchandises d'occasion est-elle réglementée ? - N'y a-t-il pas un risque que ce commerce informel porte un coup sur l'activité commerciale du pays ? - Ces marchandises d'occasion, notamment les produits alimentaires, les ustensiles de cuisine et bien d'autres 	KONE Bakary	Commerce, industrie et artisanat	

	vendues sur le marché ne constituent-elles pas un danger pour la santé de nos populations ? (sans débat)			
36	<p>Les ralentisseurs communément appelés « Gendarme couché » sont devenus pour les autorités du pays une solution aux accidents de la circulation. Cependant, force est de constater que ces ralentisseurs sont parfois mal implantés et certains ne sont même pas signalés par un panneau.</p> <p>- Quelle est la situation des accidents au Burkina Faso ces cinq dernières années ainsi que les grandes politiques de votre département pour y faire face ?</p> <p>- La multiplication des ralentisseurs a-t-elle concrètement permis de réduire considérablement les accidents de circulation ?</p> <p>Si ces ralentisseurs constituent une plus-value en matière de réduction des accidents de la circulation, n'est-il pas nécessaire que leurs implantations suivent la réglementation en la matière ? (sans débat).</p>	KONE Bakary	Infrastructures, désenclavement et transports	Vendredi 03 juillet 2015 à 16 heures
37	<p>L'objectif ultime de la transition est l'organisation d'élections libres, démocratiques, transparentes et acceptées de tous le 11 octobre 2015.</p> <p>Le climat sécuritaire au Burkina Faso, notamment avec</p>	BONKOUNGOU G. Philippe	Administration territoriale, décentralisation et sécurité	Vendredi 03 juillet 2015 à 16 heures

	<p>les menaces terroristes au Nord et le grand banditisme à l'Est n'est pas du tout rassurant.</p> <p>Quelles sont les dispositions sécuritaires prises ou envisagées afin d'assurer le déroulement des opérations électorales en toute sérénité, dans un contexte sous régional empreint de menaces de type terroriste/Djihadiste ? (avec débat)</p>			
--	---	--	--	--

<p>38</p>	<p>La création en masse des sociétés de gardiennage dans nos grandes villes est saluée par la jeunesse en quête d'emploi. Cependant, les conditions dans lesquelles les vigiles sont employés ne sont pas conformes aux normes d'un travail décent.</p> <p>Quelles sont les actions entreprises par votre département en faveur des vigiles afin que cette couche de la jeunesse sente le changement voulu à l'issue de l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 ? (sans débat)</p>	<p>OUEDRAOGO Pascal</p>	<p>Fonction publique, travail et sécurité sociale</p>	
<p>39</p>	<p>Des pluies diluviennes se sont abattues ces derniers jours causant des inondations avec d'énormes dégâts matériels. Parmi les causes de ces inondations, on peut retenir l'absence sinon l'insuffisance de conduits d'évacuation des eaux.</p> <p>Quels sont les mesures que vous comptez prendre pour éviter les sinistres à l'instar de ceux causés par les inondations du 1^{er} septembre 2009 ? (sans débat)</p>	<p>ZOUNGRANA Issouf</p>	<p>Premier ministre</p>	<p>Vendredi 24 juillet 2015 à 16 heures</p>
<p>40</p>	<p>L'évacuation des eaux de pluie constitue un problème récurrent pour les centres urbains du Burkina Faso. Cette situation est certainement la cause des inondations qui ont entraîné des pertes en vie humaines et des dégâts matériels importants.</p> <p>Quelles sont les mesures envisagées par votre département pour parer à cette situation ? (sans débat)</p>	<p>DIALLO Salamata</p>	<p>Infrastructures, désenclavement et transports</p>	

<p>41</p>	<p>Depuis l'affaire des boissons périmée, nous constatons qu'il y a régulièrement dans la presse des cas de produits avariés et/ou contrefaits sur le marché mettant ainsi en danger la santé des consommateurs burkinabè.</p> <p>Quelles difficultés rencontrent les organes de contrôle des importations et de production locale dans le cadre de leurs missions spécifiques de protection des consommateurs ?</p> <p>Quelles est la garantie que le consommateur a sur la qualité d'un produit contrôlé par les services de contrôle ?</p> <p>Quelles stratégies de renforcement des capacités comptez-vous mettre en œuvre afin que ces organes de contrôle soient plus opérationnels afin de préserver ainsi la santé des populations ? (avec débat)</p>	<p>ZOUNGRANA Issouf</p>	<p>Premier ministre</p>	<p>Vendredi 31 juillet 2015 à 16 heures</p>
------------------	---	-------------------------	-------------------------	---